

1996 Réass Paris N° 1033

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 MARS 1996

N° 1033

10,00 F



CONSCRIPTION CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE

SEULS LES NAIFS ou les ignorants ont dû être surpris par la teneur de l'intervention solennelle du Président Chirac le jeudi 22 février dernier. En effet, il y a bien longtemps qu'on savait que le service militaire était condamné à disparaître.

La conscription moderne est née de la Révolution de 1789. La République naissante, après les difficiles levées de volontaires du début, avait besoin d'asseoir sa légitimité et de disposer en permanence de troupes pour se défendre tant à l'extérieur des frontières qu'à l'intérieur du pays.

Il était alors nécessaire de forger une identité nationale, et pour cela il fallait établir un lien étroit entre le peuple et la Nation, le service militaire obligatoire et égalitaire (en principe) servira cet objectif. La loi Jourdan réglementera la conscription qui servira de machine à recruter pour la dictature militaire de Napoléon 1er, notre Caudillo national.

Après des débuts difficiles (les réfractaires étaient très nombreux), la machine s'est perfectionnée pour atteindre un maximum d'efficacité au début du siècle, ce qui permettra à la France de se lancer dans la plus effroyable boucherie de son histoire : la Première Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale marquera une nouvelle étape dans la folie guerrière. Elle consacra la suprématie du matériel sur les hommes. A Dresde, comme à Hiroshima, c'est avec de l'excellent matériel servi par un nombre restreint de personnes qu'on a massacré des centaines de milliers de civils et de militaires.

La guerre moderne, la guerre technologique, s'est installée depuis lors ; les grandes puissances n'ont cessé de perfectionner les outils et les techniques qui permettent de la mener. Cette sophistication, cette

haute technicité, s'accommode fort mal de l'amateurisme inhérent à la conscription.

L'affaire était entendue depuis longtemps : les appels du contingent devenaient de moins en moins utiles d'un point de vue militaire, et il était logique qu'on en arrive à une armée composée uniquement de professionnels.

Les éléments stratégiques et économiques ont été largement traités dans la presse, et il n'est donc pas dans notre intention de nous étaler là-dessus. De toute manière, il s'agit là de la formalisation d'un état de fait et il n'y a pas de place pour le débat dans ce cadre-là.

Ce n'est pas la professionnalisation de l'armée qui suscite polémiques et discussions, c'est la suppression programmée du service militaire et son éventuel remplacement. Malgré tout, il y a bien ça et là quelques irréductibles partisans de l'armée de conscription.

Robert Hue regrette la disparition du lien entre l'Armée et la Nation, garant de la démocratie. A Prague, à Budapest, à Varsovie, en URSS,

(suite p. 2)



CONGRÈS DE LA CGT-FORCE OUVRIÈRE

L'inflexion à gauche confirmée par une majorité de délégués

LE XVIII^e CONGRÈS de Force ouvrière a confirmé l'inflexion donnée à gauche lors du mouvement social de novembre et décembre 1995. Après des débats très durs, Marc Blondel a été réélu, avec 85% des suffrages, comme secrétaire général.

Un congrès de Force ouvrière, c'est d'abord beaucoup de monde : au moins trois mille délégués. Une majorité d'hommes, mais aussi un nombre non négligeable de femmes ; la moyenne d'âge se centre sur la maturité, et on

aperçoit plus d'anciens que de jeunes militants. Le secteur public est très largement majoritaire.

Le dix-huitième congrès, qui s'est tenu la semaine dernière, à Paris, pendant quatre jours, a fait retentir de cris, de sifflets et d'applaudissements, de quolibets et d'apostrophes, un des immenses halls du palais des expositions de la porte de Versailles. Deux candidats au secrétariat général s'étaient déclarés, Blondel, le secrétaire sortant, et Mairé, responsable de

l'Union départementale de Paris. Et tous les intervenants, si on excepte une infime minorité de délégués, exprimèrent avec vigueur leur choix et les raisons qui les guidaient à se déterminer pour l'un ou l'autre des challengers.

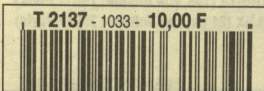
Affrontement entre deux lignes

La compétition entre les deux hommes recouvre et exprime un

affrontement de lignes, lit-on sous la plume de la plupart des commentateurs — et tel est bien ce qu'on perçoit des débats.

La minorité, qui se retrouve derrière Mairé, charge avec fureur, sous le drapeau de l'indépendance syndicale, l'ennemi extérieur, la C.G.T., qui cherche à attirer F.O. dans les filets de l'unité et dont Blondel est, au mieux, la dupe, au pire, le complice ; la preuve, son shake-hand public

(suite p. 3)



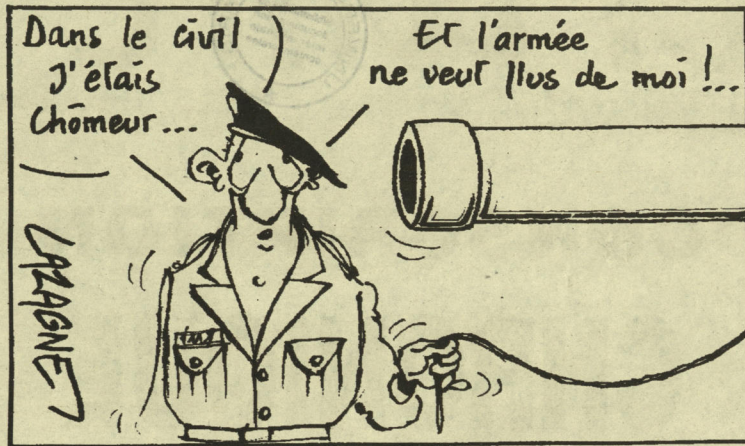
FO P 2520

Conscription : chronique d'une mort annoncée

(Suite de la « une »)
 les populations ont pu goûter la saveur du lien entre les « peuples » et l'armée Rouge ». Les Chinois de la place Tiananmen ont dû garder un bien mauvais souvenir de leur armée de conscription.

Chevènement, le Paul Déroulède des eighties, ce chantre des mythes de la République jacobine, l'a en travers du gosier. Celui qui fut ministre de l'Éducation puis ministre des Armées, l'homme du rétablissement de l'apprentissage de la Marseillaise à l'école, pleure sur la fin d'un des piliers de l'idéologie républicaine.

Cependant, beaucoup ménagent la chèvre et le chou en ne prenant pas de position tranchée. Il est vrai qu'en la matière la démagogie et l'opportunisme sont de mise : les futurs conscrits sont aussi de futurs électeurs.



Le service militaire

Les anarchistes, antimilitaristes de toujours, ne verseront pas de larmes sur la fin annoncée de la conscription militaire. Il n'y a pas pour autant de raisons particulières de se réjouir. La fin du service militaire ne répond pas à des préoccupations pacifistes et elles ne s'accompagnent pas d'un recul du militarisme.

Poser le débat en opposant armée de métier et armée de conscription n'a pas de sens, la forme et le format des armées ne changent rien sur le fond : les États continueront à faire régner leur ordre en s'appuyant au besoin sur leurs forces armées.

Persuader la population que l'armée est nécessaire pour défendre ses intérêts, que défendre l'État c'est défendre sa liberté de

citoyen, voilà quel a été le rôle idéologique du service militaire.

Cette institution a longtemps été le lieu d'un véritable rite initiatique marquant l'entrée dans le monde des adultes responsables. Celui qui n'avait pas été admis à faire son service n'était ni tout à fait un homme ni tout à fait un citoyen.

Ce passage obligé était en quelque sorte la touche finale d'un système éducatif destiné à inculquer aux citoyens mâles le sens du devoir, de la discipline, de la hiérarchie, de la soumission à l'ordre établi. Les discussions de camarades de régiment, tous les lieux communs qu'on peut entendre sur le sujet montrent que la machine à décerveler a été d'une redoutable efficacité.

Si de nos jours ce service est de plus en plus décrié, dénigré, c'est parce qu'il n'est plus crédible militairement parlant. Il faut

rester lucide : il y a bien plus de conformistes que d'antimilitaristes dans ce pays.

Le service civil

Dans un pays qui pratique la conscription depuis 200 ans, la suppression du service militaire créerait un vide que l'État se doit de remplir par crainte de voir se creuser un peu plus le fossé entre la population et les institutions.

Le sentiment d'appartenance à une supposée communauté d'intérêts, l'État-Nation, est le garant d'un minimum de cohésion sociale permettant aux institutions de fonctionner en toute légitimité. Le Service national est l'un des vecteurs de l'entretien de cette cohésion.

Les politiciens sentent bien que leur crédit est sérieusement éfrité et il leur faut trouver une solution de remplacement ; il faut rassurer les nostalgiques du service national et sonder l'opinion de la jeunesse au sujet d'un éventuel service civil.

Le terrain est miné. En effet comment être crédible en proposant aux jeunes garçons et filles de se mettre six mois au service d'une société qui ne propose que le chômage ou la précarité au bout du chemin ?

Les supputations vont bon train : sécurité civile, aide humanitaire, aide aux établissements scolaires, interventions dans les banlieues, protection de l'environnement... Tout est bon pour rendre sympathique l'idée d'un service à la collectivité, dont la motivation serait la générosité et le sens civique !

On croit rêver ! En décembre 1995, des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses ont défilé dans les rues pour exprimer

un certain nombre de revendications. L'exigence d'un véritable service public doté d'un personnel plus important et mieux payé était particulièrement forte.

La politique de l'État dans ce domaine est connue de tous : privatisation, rentabilité commerciale, économies budgétaires, compression de personnel, blocage des salaires. Allez chercher du civisme ou de la générosité dans tout ça !

A qui donc fera-t-on croire qu'une noria d'appelés(e)s, non formés(e)s, sous-payés(e)s et éphémères de surcroît, sera d'une quelconque utilité sociale ? Les salariés(e)s du secteur public en ont assez qu'on les prenne pour des con(ne)s ; il se pourrait bien qu'ils et elles se fâchent pour de bon !

Les jeunes citoyens et citoyennes de ce pays ont de bonnes raisons de craindre pour leur avenir. Lorsqu'on leur proposera un service civil avant de faire un Contrat emploi-solidarité (CES), ils et elles auront de bonnes raisons de se révolter, comme ce fut le cas quand le gouvernement Balladur prétendait mettre en place le Contrat d'insertion professionnelle (CIP).

De la consultation à la contestation

Pour faire plus démocratique, le Président Chirac a promis de lancer une grande consultation de jeunes, dans chaque département.

On se souvient que son concurrent malheureux, Balladur, avait fait de même après la révolte contre le CIP. La consultation avait accouché d'un bilan complètement bidon, au point que plus personne ou presque ne s'en souvient.

Plutôt que d'attendre passivement la fin du service militaire et l'avènement d'un service civil scandaleux, il faut que la jeunesse dise ses quatre vérités à la bande de pitres qui prétend organiser son avenir !

Il faut en finir avec le service national, civil ou militaire. Cet impôt en temps, cette corvée féodale, doit disparaître. Il faut tout faire pour en accélérer la fin. De la consultation, il faut savoir passer à la contestation !

Si nous voulons vivre dans un monde plus juste et plus pacifique, nous ne pouvons laisser les politiciens s'occuper de nos affaires à notre place. C'est bien trop dangereux !

Ceux qui nous gouvernent se moquent de nous. Pendant qu'ils amusent la galerie en nous présentant une nouvelle armée qui serait destinée à agir à l'extérieur, pour maintenir la paix dans le monde, ils n'oublient pas d'entraîner leurs troupes d'élite au combat de rue contre l'ennemi intérieur ».

Le véritable rôle de l'armée, c'est la défense de l'État et des nantis qui mènent le monde. Le militarisme est partout : dans les casernes, dans les usines d'armement, dans les têtes de ceux qui l'acceptent.

Partout et jusqu'au bout, il faut lutter contre le militarisme. C'est une question de liberté !

J. VARQUEZ

(gr. Albert-Camus - Toulouse)

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE ET DE REFLEX

Depuis quelques semaines, les arrestations de personnes suspectées d'avoir hébergé des réfugiés basques se sont multipliées, tant à Paris qu'en province.

Les conditions d'arrestation (intervention du RAID, cagoulé et armé), de perquisition (humiliations, réflexions machistes) et de détention (ayant entraîné un arrêt-maladie) sont totalement inacceptables, même si elles sont malheureusement courantes.

A Paris, cette semaine, quatre jours de « rodéo » n'auront abouti qu'à la remise en liberté des cinq militants libertaires interpellés.

Ce n'est pas la première fois que l'État, par l'intermédiaire de sa police et de sa justice, se saisit de n'importe quel prétexte pour essayer de criminaliser et de discréditer le mouvement libertaire.

A l'occasion de ces événements, nous tenons à réaffirmer :

— que l'accueil et le droit d'asile sont des droits imprescriptibles, qui doivent être défendus, même et surtout quand la République en fait des délits ;

— nous avons toujours dénoncé les pratiques des États espagnol et français, de l'ETA et du GAL.

L'action et la propagande de la Fédération anarchiste et de REFLEX se sont toujours inscrites dans les principes d'internationalisme, d'antimilitarisme et d'anti-autoritarisme.

En Europe, face à la crise sociale et à la contestation qu'elle engendre, les gouvernements renforcent les lois et les pratiques sécuritaires et liberticides.

Pour notre part, nous choisissons l'Europe de la liberté, de l'égalité sociale et de l'entraide des opprimés.

Paris, le 2 mars 1996

FÉDÉRATION ANARCHISTE (145, rue Amélot, 75011 Paris)
 REFLEX (21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris)

Rédaction-Administration
 145, rue Amélot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.
 FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
 145, rue Amélot, 75011 Paris
 Directeur de publication :
 André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vierge,
 24, rue Léon-Rogé,
 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145
 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — La Vierge
 Diffusion SAEM
 Transport Presse

CONGRÈS DE LA CGT-FORCE OUVRIÈRE

L'inflexion à gauche confirmée par une majorité de délégués

(suite de la « une »)

avec Viannet, complaisamment reproduit dans toute la presse : les salves de la minorité n'épargnent guère plus les trotskistes du Parti des travailleurs, qu'elle n'est pas loin de désigner comme ennemi intérieur, en les accusant de noyauter l'appareil syndical à tous les niveaux, y compris confédéral. Cette minorité se déclare « réformiste », à savoir partisane d'un syndicalisme de « revendication et de négociation », concept qu'elle oppose autant à ce qu'elle dénonce comme une « agitation révolutionnaire stérile » qu'à une pratique syndicale « d'accompagnement » — elle vise par ce dernier vocable Nicole Notat et la C.F.D.T. Elle dénonce un « déficit démocratique », une intolérance croissante et exige la « condamnation de toutes les formes de communisme », ce qui inclut, bien sûr, le trotskisme, et de l'extrême droite. Elle s'est également positionnée sur la semaine de trente-deux heures et propose d'accepter d'autres ressources que celles relevant des cotisations sociales pour financer la protection sociale. Jamais l'un quelconque de ses porte-parole n'évoque l'idée d'utiliser quelque forme de rapport de forces que ce soit — rassemblement, manifestation, grève — dans le processus qui va de l'expression de la revendication à la conclusion de la négociation, et la figure tutélaire d'André Bergeron, qui savait « obtenir quelque chose » sans conflit, est souvent citée par ces camarades, ce qui exprime bien leur orientation et leur nostalgie.

Les majoritaires présentent des caractérisations plus floues et plus diverses. Marc Blondel, à plusieurs reprises, s'est déclaré pour la démocratie et la république — il a précisé qu'il était « parlementariste » avec une insistance telle qu'elle signifiait, sans doute, qu'au sujet de la « démocratie bourgeoise » il se démarquait du trotskisme. Et il a ajouté, avec une insistance et une fermeté au moins égales, qu'il condamnait toute idée de consensus social, qu'il combattait le libéralisme et se déclarait pour la constitution, avant toute négociation, d'un rapport de forces. Il précisa que le contrat collectif et la convention collective étaient, de son point de vue, les formes juridiques sur lesquelles s'appuyait le syndicalisme pour construire des relations avec le patronat et l'Etat. Si le contrat entre les parties et la convention collective n'existaient plus, affirma-t-il en substance, la seule forme de relation entre le salariat et les employeurs serait la loi. « Nous préférons négocier des contrats, c'est pour ça que nous sommes réformistes », conclut-il.

Enfin, durant la réponse qu'il prononça en clôture de la discussion générale, il proclama qu'il n'était pas de ceux qui voulaient recréer une C.G.T. unique. « Je n'irai pas vers la réunification avec la C.G.T., martela-t-il. Les communistes nous



ont virés de la C.G.T., notre maison, et ils l'ont fait au nom des intérêts des travailleurs. Cela, je ne leur pardonnerai jamais ! »

Une question d'identité

Nombre de ceux qui suivent les affaires syndicales estiment que les querelles de ce congrès et les divergences de lignes qu'elles ont montrées résultent d'un déficit d'image, c'est-à-dire de la difficulté pour la centrale de l'avenue du Maine de se construire une représentation d'elle-même entre la C.G.T. dite « contestatrice » et la C.F.D.T. présentée comme « négociatrice ». Ce point de vue conforté le dernier jour du congrès par la publication dans *le Monde* de résultats électoraux favorables à la C.G.T. et à la C.F.D.T.

Une autre hypothèse nous paraît plus vraisemblable pour comprendre l'évolution actuelle de la C.G.T.-F.O.

Cette dernière a été constituée, au commencement de la guerre froide, par des militants et des syndicats de la C.G.T. qui ont quitté la confédération parce qu'elle était dirigée, « colonisée » disait-on à l'époque, par des militants du P.C.F. Cette origine antistalinienne demeure le point d'ancrage le plus fort de toute l'organisation Force ouvrière. Ainsi, curieusement, les diatribes antitrotskistes de la minorité se déclinent avec des mots de la guerre froide, dans le langage qui, à l'époque, s'adressait aux stalinien et au Kominform, parce qu'on craignait que les armées soviétiques conquièrent l'Europe et y établissent des « démocraties populaires ».

Personne ne peut nier qu'une telle situation a évolué de manière radicale ; les millions de soldats, les milliers de chars et d'avions de l'Union soviétique de Staline ainsi que l'appareil politique du Kominform

n'existent plus ; les partis communistes d'Europe occidentale ont perdu, pour l'essentiel, leur identité léniniste, c'est-à-dire leurs pratiques et leurs objectifs dictatoriaux, leur appareil clandestin, etc. Même le parti français, un peu plus coriace que les autres, fait eau sociale-démocrate de toutes parts : seul l'appareil permanent légal demeure, mais sans autre but que de durer.

Quelle est-elle donc l'identité de l'organisation Force ouvrière qui s'est construite contre un tel danger, bien réel à l'époque, alors qu'aujourd'hui la menace a disparu de la surface de la Terre ? Le syndicalisme libre et indépendant certes, mais encore...

Des intervenants de la majorité, durant le congrès, ont reproché aux partisans de Mairé de ne s'être point déplacés pour assister aux réjouissances que F.O. avait organisées pour fêter le centième anniversaire de la création de la C.G.T. Ces derniers, par leur absence, avaient choisi d'exprimer leur identité à cette occasion : ils ne se considéraient sans doute pas comme des enfants de la vieille C.G.T. Pour eux, Force ouvrière a commencé en 1948 ; elle s'est constituée en entité autonome, quasiment sans passé, avec une certaine pratique et des méthodes mises en œuvre pour l'essentiel par Bergeron ; c'est ce syndicalisme-là qu'ils entendent continuer.

Il importe, à cet égard, de ne pas oublier qu'ils ont porté l'essentiel de leur attaque contre le soutien du bureau confédéral de F.O. au mouvement de grèves et de manifestations de novembre et décembre. Et leur leader a annoncé qu'il se déclarait contre Blondel deux jours avant le sommet social du 21 décembre. C'était une candidature contre la grève, contre l'action, qui laissait entendre qu'à l'avenir, si Mairé devenait secrétaire de F.O., les emportements grévistes qu'on

pouvait déplorer en haut lieu n'existeraient plus. Les réformistes extrêmes ne sont pas trop regardants envers les moyens qu'ils emploient.

Au contraire, la coalition qui soutient Blondel se compose, d'abord, de ceux qui se comprennent comme les successeurs de la C.G.T. de Jouhaux — celle de Griffuelhes et de Pouget ne possédant dans la mémoire collective que le lustre fané des mythes fondateurs. Ainsi que, en second lieu, de militants qui prolongent les orientations et les objectifs de la nagueure célèbre « gauche F.O. », dont les figures de proue — Hébert, qu'on présente comme anarcho-syndicaliste, Lambert-Boussel, dirigeant de l'O.C.I., ancêtre du Parti des travailleurs, sans oublier nos camarades libertaires Maurice Joyeux et Pepito Rosel — présentaient une motion aux suffrages des congrès des années 60 et 70 pour réaffirmer la présence, dans la confédération, d'une sensibilité anticapitaliste et révolutionnaire. Sans oublier de rappeler que la négociation n'exclut pas la lutte et qu'un meilleur rapport de forces permet des accords plus favorables aux travailleurs.

Ce regroupement souligne que les choses ont changé. Non seulement s'agissant de la disparition des diverses formes de stalinisme mais aussi et surtout concernant la politique ultra-libérale suivie par le capitalisme, contre laquelle il faut lutter réellement si on est déterminé à obtenir un minimum de résultats tangibles. C'est dans ce contexte nouveau que la confédération doit se penser aujourd'hui.

Tel est le sens des interventions de quelques délégués : celui-là qui

déclare que « la pire des choses, c'est de ne pas aller à la lutte quand il le faut ». « Cette fois, nous avons réussi », ajoute-t-il ; ou cet autre, quelque peu euphorique, pour qui « F.O. est devenue le fer de lance de la classe ouvrière ! »

Avec cette inflexion vers la gauche, avec cette acceptation de l'idée de rapport de forces, la majorité de la C.G.T.-F.O. caresse sans doute l'idée de prendre une revanche sur l'autre C.G.T., en se souvenant de Bothereau, le prédécesseur de Bergeron, qui « voulait réduire la C.G.T. à son squelette communiste ».

Les conséquences de décembre

Les votes des délégués ont confirmé les orientations prises par la confédération lors du mouvement social de décembre : le rapport d'activité a été accepté avec plus de 78% des voix contre 20,29% de votes négatifs — la minorité escomptait 30% — la motion majoritaire a été adoptée par 77,64% des suffrages contre 19,95% à la motion minoritaire. Lors du vote au Comité confédéral national qui a élu le secrétaire général, Blondel a recueilli 85% des mandats alors que Mairé réunissait sur son nom 15% des voix.

Il ne s'agit pas d'une victoire sans appel. Les partisans de Mairé, en maintenant une motion qu'ils avaient minoritaire, ont montré qu'ils n'abandonneraient pas la lutte. La cohabitation des deux sensibilités sera-t-elle longtemps possible ?

L'ancrage majoritaire des responsables de F.O. dans un réformisme plus actif, qui n'exclut pas l'action, renforce le pôle syndical et social qui refuse la politique ultra-libérale du patronat et du gouvernement. Mais quelles seront, dans les entreprises, les réactions des militants et surtout des adhérents de la confédération, habitués dans de nombreux secteurs à un syndicalisme plus modéré ?

JACQUES TOUBLET

A LA PETITE SEMAINE

Anarcho-syndicalisme

Tous ces jeunes gens sans formation politique véritable qui, depuis quelque temps, sont venus grossir les rangs de la CNT savent-ils bien ce qu'est l'anarcho-syndicalisme ? Craignant de paraître présomptueux, nous nous sommes abstenus jusque-là de le leur rappeler. Fort heureusement, le congrès de Force ouvrière et la prestation magnifique qu'y a réalisée Alexandre Hébert, gérone lambertisé du pays nantais, sont arrivés à point pour remettre dans le droit chemin ceux-là qui semblent préférer la Rue des Vignoles à la centrale de Marc Blondel.

Qu'est-ce, donc, que l'anarcho-syndicalisme ? Sur la foi des écrits insensés de démagogues notoires appelés Malatesta, Pelloutier, Pouget et d'autres, l'idéaliste écervelé vous dira qu'il se distingue par l'action directe, le rejet des structures parasitaires et des bureaucraties syndicales, la dénonciation des partis politiques, une finalité libertaire clairement exprimée et, pour ce qui concerne l'Histoire, une constante référence émue à l'Espagne de 1936.

Balivernes ! L'anarcho-syndicalisme tendance océane, le vrai, s'enorgueillit, lui, d'un long passé de permanent syndical, de son appartenance à une secte marxiste-léniniste, et le plus beau jour de sa vie depuis 1926, déclare-t-il, est celui où, la larme à l'œil, il a vu Viannet et Blondel se serrer la main...

Présenté un peu partout comme le chantre de l'anarcho-syndicalisme, ce type de personnage n'en serait-il pas plutôt le chance ?

FLORÉAL

PARIS : EXPOSITION ANARCHA-FÉMINISTE

DU SEXISME ORDINAIRE : IMPRESSIONS SUR PAPIER

Le texte ci-dessous a essentiellement été conçu comme un accompagnement des tableaux composant l'exposition. Certaines des expressions utilisées peuvent être mal comprises, ou certains commentaires incompréhensibles, en dehors du contexte de l'exposition.

A PARTIR DE L'EXAMEN de médias écrits (journaux quotidiens, revues professionnelles, presse féminine, catalogues, affiches, à l'exclusion de tout support à visée pornographique), nous avons cherché à observer et à analyser les regards portés sur les femmes et les hommes par des journalistes, des photographes, des graphistes, des publicitaires, à travers photos ou dessins, mises en scène ou mises en page. Toutes, nous ressentons plus ou moins fortement cette oppression quotidienne : à chaque fois que l'image imposée des femmes renforce les clichés du patriarcat ou qu'elle est dégradante, c'est chacune d'entre nous qui est agressée ; c'est notre identité qui est atteinte, c'est notre intégrité et notre dignité qui sont bafouées. La banalité et la fréquence de ces agressions, leur côté insidieux nous conduisent à ne plus les voir ou à les ignorer - hélas ! - à ne plus les combattre. Comme d'autres femmes avant nous, nous avons éprouvé le besoin de décoder ces agressions de façon plus systématique et de les commenter et critiquer collectivement. Nous avons alors constaté avec quelle régularité ces images proposées n'étaient que des stéréotypes imposés.

Voulez-vous suivre ce parcours avec nous, nous faire part de vos réflexions, critiques ou désaccords ? Au Moyen-âge, déjà... (et bien avant !), les rôles sont bien distribués : la femme représente les maux de la terre (« Il ne peut arriver par elle que dommages et tristesses de toutes sortes »), la ruse, la malice (« Eve cajole tant et si bien son compagnon que celui-ci ne put lui résister... »). Les attributs accordés à Adam par Dieu sont la force, la réflexion, le courage (même si, à la réflexion, il est très faible puisqu'il cède aux cajoleries !)

L'image des femmes dans les médias

À la lecture de la presse quotidienne la plus banale, qui se veut objective et informative, on constate que la place laissée aux femmes est bien réduite.

En effet, une étude a été réalisée sur 25 numéros de *Libération* entre mai et juillet 1995. Cette étude a révélé que, sur les 7 ou 8 photos présentes en moyenne à la une de chaque numéro, 6 représentent des hommes. Dans les pages intérieures 80% des photos illustrent des hommes ; les 20% restant sont des images de femmes. Le bilan quantitatif n'est pas très brillant ; quand on se penche sur le bilan qualitatif on est d'autant plus effaré. Ainsi, les photos de femmes ont pour thèmes : la femme exploitée, la femme réfugiée, la femme victime, la

femme au foyer, l'épouse de, la mère de, la fille de, l'objet sexuel, la putain.

Dans le même ordre d'idées, la façon dont sont photographiées deux listes qui se présentent aux élections municipales ne nous laissent pas indifférentes : l'une des deux listes, présentant exclusivement des hommes, est photographiée dans une attitude et dans un décor qui l'avantage nettement : à l'extérieur, dans un espace ouvert, les regards orientés vers le haut. De cela émanent force et cohésion. L'autre liste ne présente qu'une femme, photographiée sans ses colistiers, à l'arrière-plan d'une arrière-salle de café (espace fermé), dans une attitude passive, assise, les bras croisés. Au premier plan un homme joue au billard : on ne sait s'il fait partie de la liste électorale : si oui, est-ce bien sérieux ? si non, que fait-il là ? Il est vrai qu'une femme seule dans un café cela ne se fait guère, il est vrai qu'une femme seule en politique...

L'image des femmes dans la publicité

L'image des femmes dans la publicité n'a rien à envier à l'image des femmes dans les médias dits « objectifs » : caricatures, stéréotypes, exploitation sont légions, tout est bon pour faire vendre : c'est une banalité mais constatez-en vous-même la répétition !

Chair fraîche à volonté ! Les ronds photographiques des femmes sont utilisées pour vendre tout et n'importe quoi, vous attirer dans un gymnase ou un centre commercial, ou vous inciter à choisir un ordinateur. Ce matraquage de seins ou de fesses est renforcé par l'attitude imposée aux femmes photographiées : la passivité, la lascivité, l'immobilisme, la suggestivité caractérisent beaucoup de photos, clichés par excellence.

Amusez-vous au jeu des différences ! Comparez par exemple la publicité des parfums C... pour homme ou pour femme : pour lui, l'image d'un homme qui marche, décidé et volontaire ; pour elle, l'image d'une femme debout, certes mais immobile et sans pied. Toutes ces publicités font apparaître des champs respectivement clos et opposés : un univers masculin, carré, dur, droit, rationnel, actif, un univers féminin rond, doux, flou, intuitif, passif. Regardez donc les formes des flacons : elles sont rondes ou phalliques pour les unes, carrées pour eux. Jetez un oeil sur la mise en scène des photos : question d'atmosphère...

Quand le client potentiel est un homme, une femme est offerte en même temps que le produit (Soft ou PC et Mobilier d'entreprise).

Répondez vous-même aux questions :

- En informatique, qu'est-ce qui vous fait plaisir ? Une paire de fesses ou un ordinateur super puissant ? Une pipe, un doigt dans la bouche ou une imprimante couleur ?
- En informatique, y a-t-il encore des opportunités ? Pas aujourd'hui, Monsieur le Directeur, j'ai mes ragnagnas.
- Windows, tout est inclus : le zizi aussi ?

À partir du XIXe siècle, quelques optimistes ont voulu croire que les progrès de la science et de la technique allaient libérer chacune et chacun. Zut, c'est raté ! Ces quelques images de publicité nous montrent que « révolution technique » ne rime pas avec « révolution des mentalités » et que le regard porté sur les femmes est toujours plus proche de la bestialité que de la dignité et de l'égalité. Bien que les femmes soient omniprésentes comme objet aguichant sur les photos de ces publicités, on sent qu'elles ne sont pas visées comme clientes potentielles : cela nous rappelle aussi que, dans ces professions nouvelles et qualifiées (informaticiens, acheteurs, directeurs, décideurs...), les femmes ont du mal à trouver leur place.

L'affaire du boudin à lunettes nous donne des indications lumineuses sur le seuil de tolérance d'un quotidien qualifié de sérieux : on peut y traiter les filles de boudin, cela n'est pas de mauvais goût ; Picasso peut faire la une avec deux phallus : c'est de l'art ! Mais, quand une féministe réagit à des publicités dégradantes en proposant de réfléchir sur le dessin d'une verge à lunettes, cela deviendrait de la pornographie pour ces messieurs...

Apartheid social

Jusqu'à présent nous avons traité des images de la femme dans la publicité ; maintenant penchons-nous sur la manière qu'ont les mêmes médias (publicitaires ou informatifs) de distribuer les rôles.

Une rubrique régulière du quotidien *Libération* s'intitule « Vous, la vie quotidienne... » tout un programme : des vignettes donnent des informations brèves sur le temps passé à telle ou telle activité dans une vie. Selon ces enquêtes, dans quelle case vous a-t-on rangée ? L'enquête ne le dit pas explicitement mais les illustrations sont très claires : dans la cuisine, dans les chiottes ou à l'infirmerie ? Pour une fille, voilà le choix ! Ces messieurs ne préparent rien mais consomment... Ils ne pissent et ne défèquent jamais (il n'y a que des pisses et des chieuses, pas de pissesurs ni de chieurs, et pourtant...) ; la façon dont les rôles sont distribués dans l'infirmerie relève du même manichéisme : elle pousse, il se laisse pousser.

Les garçons, eux, peuvent jouer, étudier, travailler, manger. C'est quand même plus varié, et surtout plus valorisant, non ?

La démonstration continue dans la publicité ou la BD-cucul d'un hebdo bien pensant : où sont les femmes ? Même réponse que celle suggérée par les dessins illustrant l'enquête « scientifique » de *Libé* : elle à l'intérieur, disponible, lui, venant du dehors, actif. La soumission de l'épouse (à son mari) répond en écho à celle de son mari (à son patron). Cette publicité pour des chips décrit tout ce contre quoi nous nous battons.

Dans le monde du travail aussi, les clichés vont bon train : les dessinateurs ayant illustré des enquêtes à propos du travail feignent d'ignorer que 52% des français sont des françaises et que les

EXPOSITION à la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
(145, rue Amelot, M° Oberkampf, 75011 Paris)
du 8 au 22 mars

« Du sexisme ordinaire : Impressions sur papier »

À partir des médias écrits (quotidiens, revues professionnelles, catalogues, presse féminine, affiches...), regards portés sur les femmes et les hommes par des journalistes, des photographes, des graphistes, des publicitaires, à travers des photos ou dessins, des mises en scène ou mises en page.

Images proposées, stéréotypes imposés.

Au Moyen-Âge déjà. Images de femmes dans les médias.

Affichées, promotionnées, consommées.

Apartheid social. Corps confisqués, corps voilé.

Riche ou pauvre, vulgaire ou sophistiqué : toujours le même message...

Exposition réalisée par des Anarcha-féministes de la FA. Vernissage le vendredi 8 mars, à partir de 18 h 30.



D'après Rémi Mahagré. Libération - 25/26.11.95

femmes représentent 44% de la population active. C'est ainsi qu'un dessin représentant les professeurs ignore totalement les enseignantes alors qu'elles sont plus de 75% dans l'enseignement primaire (et ce n'est qu'un exemple). Pour toutes les autres professions ou situations illustrées, aucune femme n'est présente, sauf par une infirmière, présentée de façon obscène et agressive. Cherchez l'erreur !

Pour ce qui concerne la recherche d'un emploi, la caricature suit le même chemin. Le traitement de l'information dans un numéro de *Libération* est exemplaire : la mise en page met le corps de la femme, le corps des filles au verso, sur une seule page ; sa photo la représente en contre plongée, dans un décor moderne et tourné vers l'avenir, avec des objets phalliques et dans un costume, prêt à aller travailler ; la photo d'une fille est prise dans un décor passiste de cheminées, qui représenteraient le foyer qu'elle ne devrait pas quitter ; elle n'a d'ailleurs pas de chaussures, lui non plus, mais l'aviez-vous vu ? La conclusion conforte la caricature : une seule personne des trois cas décrits trouve un emploi ; c'est sans doute le hasard qui veut que ce soit celle qui a le moins de diplôme ; il ne vous reste qu'à deviner son sexe... Comment voulez-vous qu'il en soit autrement quand vous constaterez que, dès leur plus jeune âge, les adultes en puissance sont pris en main par la société pour les faire entrer plus facilement dans les moules prévus pour eux. Ainsi, les petites filles sont préparées à leur rôle de séductrice ou de mère, les petits garçons sont orientés vers les rôles actifs, voire violents et guerriers. Serez-vous étonné-e comme nous de cette identification à une mère stéréotypée dans les jouets des filles : celle qui fait les courses, celle qui fait à manger, celle qui soigne, celle qui change les bébés ? Constaterez-vous l'absence totale des pères ?

Corps confisqués

Le traitement du corps dans la vente par correspondance relève de la même exploitation, constatée dans la publicité notamment : le corps sert de faire valoir à la marchandise ; notez dans les catalogues que les mannequins masculins ne sont presque jamais dénudés et présentent les vêtements

dans leur contexte réel : ils ne portent pas un pull sans pantalon alors qu'on fait présenter aux mannequins féminins pull ou costume en laissant souvent une partie du corps dénudée.

Femmes en emballages cadeaux ! Les modèles présentés ici ne proviennent pas d'un catalogue « spécialisé », envoyé sous pli discret, mais du catalogue du magasin Q... de Noël 1995 ! La marchandise va être « emballée » mais si défaire le papier a pensé à vous : le slip ouvert, pour cadeau prêt à servir...

La nudité masculine commence à être exploitée ici ou là et, comme le garçon en premier, au recto, puis deux filles au verso, sur une seule page ; sa photo le représente en contre plongée, dans un décor moderne et tourné vers l'avenir, avec des objets phalliques et dans un costume, prêt à aller travailler ; la photo d'une fille est prise dans un décor passiste de cheminées, qui représenteraient le foyer qu'elle ne devrait pas quitter ; elle n'a d'ailleurs pas de chaussures, lui non plus, mais l'aviez-vous vu ? La conclusion conforte la caricature : une seule personne des trois cas décrits trouve un emploi ; c'est sans doute le hasard qui veut que ce soit celle qui a le moins de diplôme ; il ne vous reste qu'à deviner son sexe... Comment voulez-vous qu'il en soit autrement quand vous constaterez que, dès leur plus jeune âge, les adultes en puissance sont pris en main par la société pour les faire entrer plus facilement dans les moules prévus pour eux. Ainsi, les petites filles sont préparées à leur rôle de séductrice ou de mère, les petits garçons sont orientés vers les rôles actifs, voire violents et guerriers. Serez-vous étonné-e comme nous de cette identification à une mère stéréotypée dans les jouets des filles : celle qui fait les courses, celle qui fait à manger, celle qui soigne, celle qui change les bébés ? Constaterez-vous l'absence totale des pères ?

Qui se réjouira que l'image des hommes et de leurs corps soit à son tour utilisée à des fins mercantiles ? Qui se réjouira que les femmes puissent faire un service militaire, entrer dans la police ou prendre une part de pouvoir dans l'exploitation capitaliste ?

Quand l'un ou l'une d'entre nous est agressé(e), quand notre image est avilie, n'est-ce pas toute l'humanité qui est dégradée ?

Comme notre vie, notre corps ne nous appartient pas. Il nous échappe, il est utilisé, détourné, exploité, normalisé : « Il faut souffrir pour être belle ! » Voilà ici, prêt à être dévoilé là, nous ne décidons rien de ce qui nous concerne.

Riche ou pauvre, vulgaire ou sophistiqué : c'est toujours le même message. Quelles que soient les classes sociales, dominantes ou dominées, l'apartheid patriarcal est omniprésent et omnipotent.

Dans la presse militante (associative, syndicale, politique, voire libertaire), les méfaits du patriarcat sévissent aussi : les remarquez-vous ?

« Affichées, promotionnées, consommées, violées »... Y'en a marre ! Réagissons !

EXPOSITION RÉALISÉE DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE FÉDÉRALE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

qui

« Quand s'offrir au s'assoit d command s'en va e de ne pas

En marq de décem nouvelle a Gironde (tion du 15 15 militar restauran trafits son d'y aller m donc de s grandes plus riche par la m négociati Ils essui restaurate négocier que des h veux par Mac Dona décision e Bistro Ro bien, mais Ce fut servis, 15 service. M tion, l'histi tion, en r la police activistes renfort d policiers. goûté au Le crin l'ancien co rie alimen presse re main ave manifest

RADIO « Le G (L et Les

Mo

Neuf d arrêtées, suite a décembre appel. Le s'était du prononce éléments peines ser

- la co d'actualit de manife la répres des empr trembler - les c an de pris dérisoires couteau... - le dé d'une d dossier. La justit tutionnell

BORDEAUX

Le procès de 15 militants d'AC ! qui ont mangé sans en avoir les moyens

« Quand on n'a qu'une pomme à s'offrir au soir du grand voyage, on s'assoit dans un grand restaurant, on commande un repas pour quinze et on s'en va en remerciant le restaurateur de ne pas vous faire payer ses mets. »

En marge, pourrait-on dire, du conflit de décembre 1995 voici le récit d'une nouvelle aventure des militants d'AC I-Gironde (1). A l'issue de la manifestation du 19 décembre, vers 14 heures, 15 militants cherchent à manger, les restaurateurs finissent par accepter de négocier des nourritures dont je doute que des humains puissent manger, je veux parler de hamburgers de chez Mac Donald. Il est 15 h et on a faim, la décision est prise de se restaurer au Bistrot Romain, la négociation viendra bien, mais à son heure !

Ce fut 15 repas à 59 F qui furent servis, 150 F furent laissés pour le service. Mais à l'heure de la négociation, l'histoire tourna court. La direction, en réalité le chef cuisinier, appela la police qui embarqua nos joyeux activistes de la fourchette à grand renfort de fourgons et de chiens policiers. Faute de salade, ils ont gouté au panier.

Le crime s'appela grivèlerie dans l'ancien code pénal, il s'appelle filouterie alimentaire dans le nouveau. La presse relata les faits dès le lendemain avec les commentaires sur les manifestations. Les négociations

eurent bien lieu, mais quelques jours plus tard avec un directeur regrettant cette publicité. La plainte fut donc retirée, mais la justice « indépendante » a poursuivi.

Le procès eut lieu le 9 février 1996, en présence des amis et militants d'AC I-Gironde et des représentants locaux de la presse. Sûrs de la justesse de leur cause, nos 15 militants se présentèrent sans avocat. Le juge accepta une défense collective assurée par un des 15, complétée par des commentaires individuels.

La défense fut active, revendiquant le statut de militants, et dénonçant la situation sociale.

Après un petit historique des faits les ayant amenés devant cette cour, eurent lieu quelques rappels de la Constitution, et en particulier la dénonciation de l'oubli par la « société » du droit pour chacun de bénéficier des moyens d'assurer pour soi et sa famille la nourriture, l'habillement, le logement et la santé. La défense en présentant le combat d'AC! rappela son combat contre les emplois précaires qui préfigurent la précarisation généralisée de l'emploi, et ne manqua pas de dénoncer le présent tribunal de Bordeaux qui s'était illustré il y a deux ans en employant « illégalement » des CES (contrats précaires à demi SMIC) par le truchement d'une association de complaisance.

La parole fut alors à la « société » qui faute de plaignant se voulut rassurante en indiquant qu'elle ne demanderait pas de peine, pour cette fois, seulement l'inscription au casier judiciaire afin de pouvoir être plus sévère à la prochaine action. Si une certaine légitimité fut reconnue aux revendications, c'est au respect de la loi mais de toute la loi qu'il fut fait référence et en particulier à la demande de « respecter les citoyens ordinaires » ! C'est avec un ton de précheur, un ton moraliste que Madame le Procureur lança les 15 pauvres garmements en leur disant de ne plus recommencer !

Revenant au peuple, la parole de la défense affirma sa certitude dans des

conditions identiques tant que la société serait inégalitaire ; elle revendiqua aussi cet hypothétique « droit au travail ». La revendication d'AC ! fut précisée en ce qui concerne le manger : « Nous voulons pouvoir nous payer à manger comme tout le monde. Nous revendiquons des prix de repas en fonction de nos revenus ! ». La revendication d'accès aux restaurants administratifs, universitaires ou des grosses entreprises fut rappelée. « Madame le Procureur, vous qui représentez la « société », vous nous dites qu'il faut relancer la consommation, on essaye de suivre vos conseils mais avec nos moyens ! ». Un des plus jeunes inculpés se souvint de ses cours d'instruction civique lui enseignant respect de l'individu et respect de la société. Depuis quatre ans qu'il a quitté l'école et qu'il est au chômage, il connaît le respect de la société, quant au respect de l'individu... ?!

Après la suspension de séance, le juge conclut à la culpabilité pour filouterie avec dispense de peine et avec dispense d'inscription au casier judiciaire.

Ce fut une étape dans ce combat quasi-quotidien, pour revendiquer une place pour chacun dans une société dont la logique ne serait plus « les riches toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres ». Sur cette route, AC I-Gironde se bat pour un revenu décent pour tous, au minimum égal au SMIC-1 F. Ce franc symbolique est là pour représenter le poids de l'exploitation salariale, et la référence au SMIC vient du mode théorique de calcul du SMIC en fonction des coûts des besoins vitaux (nourriture, loyer, transports, santé, vêtements, loisirs, ...) et vise à réunir les revendications des chômeurs et des salariés pour réévaluer ce SMIC. Un combat exemplaire à suivre et à élargir avec enthousiasme.

PHILIPPE ARNAUD
(gr. Emma Goldman - Bordeaux)

(1) 51, rue Bouquière, 33000 Bordeaux.
Tél. : 56.52.52.40.

NANTES

Couples « Français-étrangers » : les libertés bafouées

L'histoire de Sandra et Taoufik est celle de ces dizaines de couples qu'on appelle « couples mixtes ». Sandra est française, Taoufik « étranger » ; ils vivent ensemble depuis 1993 et se sont mariés en France en octobre 1994.

Taoufik a eu beau multiplier les démarches en vue de régulariser sa situation, il a fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière. Il risquait donc l'expulsion du territoire, tandis que sa compagne risquait deux ans de prison et 200 000 F d'amende pour aide au séjour irrégulier. Alors du dimanche 28 janvier au vendredi 23 février, Sandra a fait une grève de la faim pour obtenir ce droit fondamental de vivre avec son mari. La grève a cessé à la suite de l'assurance donnée par la Préfecture de régulariser la situation de Taoufik si un contrat de travail en bonne et due forme pouvait être fourni par l'intéressé. Ce fut chose faite, une promesse d'embauche venant à point.

Lorsque que toutes les administrations se lient pour empêcher les couples français-étrangers

Le mariage est souvent le passage obligé pour les couples mixtes qui veulent vivre ensemble. Pourtant, la légalisation de leur union par cette « belle » institution française veut le mariage ne les met pas à l'abri des controverses et suspensions. Il devrait être une autre liberté fondamentale : celle d'accorder aux individus le choix du conjoint et de lui conférer un caractère privé. Mais là encore tout est différent lorsqu'il s'agit de l'union d'un(e) Français(e) et d'un(e) étranger(e). Eux ou/et elles font l'objet d'une curiosité administrative et policière qui a tout moment les empêche de vivre. Ainsi, tout est fait de par la législation sur l'immigration et les suspensions sur ces couples pour empêcher toute formation de ces couples hors-normes qui menacent notre « belle unité nationale ».

Depuis août 1993, la législation sur l'immigration introduit le doute sur tout mariage d'un(e) Français(e) avec un(e) étranger(e). L'Etat pose comme postulat qu'il s'agit de mariages de complaisance, de mariages « blancs ».

L'Etat ne pouvant encore empêcher totalement ces mariages (car on a vu des maires téléphoner aux flics pour qu'ils viennent chercher le futur marié en situation irrégulière avant la cérémonie), il va donc s'acharner sur ces couples après leur mariage. Ceci, alors que la Convention européenne des droits de l'Homme (article 8) reconnaît le droit de vivre en famille. La personne incriminée risque donc la reconduite à la frontière, à tout moment. Ce qui l'oblige à vivre de façon plus ou moins cachée et dans la crainte d'un contrôle ou d'une arrestation. S'ensuivent également des difficultés administratives qui, mises bout à bout, empioisonnent l'existence des couples. Ainsi le conjoint (ou la conjointe) étranger(e) ne peut pas être affilié(e) sur la carte de Sécurité sociale de l'épouse ou de l'époux. La personne se voit interdire de travailler.

Le couple galère pour obtenir un logement et une aide audit logement. Il est en butte aux tracasseries policières et aux humiliations permanentes. Enfin le conjoint (ou la conjointe) français(e) risque une peine de prison et une amende.

Pour le droit de vivre avec la personne de son choix

Suite à une réunion publique qui s'est tenue à Nantes, au mois de janvier, sur cette question des couples mixtes, plusieurs personnes sont venues témoigner de leur situation et galères quotidiennes pour pouvoir vivre avec la personne de leur choix. Parmi elles, se trouvait Sandra qui, désespérée par les échecs successifs de son couple pour régulariser la situation, avait décidé de se mettre en grève de la faim.

Après une dernière démarche auprès de la Préfecture et le refus de celle-ci de l'entendre, Sandra a démarré la grève de la faim le 28 janvier. Dans cette action, elle a été soutenue par de nombreuses personnes (dont certaines firent des jeûnes de solidarité, à tour de rôle), associations et organisations. Le maire de Nantes, qui jusqu'à ce jour n'avait jamais daigné la recevoir ou la faire recevoir par son adjoint à l'immigration (malgré une demande écrite de Sandra), a été interpellé sur cette question lors d'une émission de radio, sur RTL, consacrée à Nantes. Il a eu alors « immense » mansuétude de signer la pétition en faveur de la régularisation de Taoufik. En bref, l'occasion lui a été donnée de redorer son blason, malgré le lourd passif en tant que maire et député socialiste qu'on lui connaît sur cette question.

De nombreux rassemblements ont eu lieu, dont un le vendredi 9 février, visant à remettre les pétitions au préfet et demander une entrevue. La Préfecture, à l'époque, pour justifier sa politique, faisait savoir qu'elle appliquait la loi sur l'immigration et le séjour irrégulier, et déclarait alors une fin de non-recevoir par voie de presse. Le mercredi 14 février, une entrevue eut lieu entre la Préfecture et Sandra (que les démocrates se « rassurent », c'est la gréviste de la faim qui fit le déplacement !) se solda par un nouveau refus catégorique en vue de régulariser Taoufik. Mais nous savions bien que le préfet était tout de même fort ennuyé par cette action, durant depuis trois semaines et devenant de plus en plus populaire.

Le groupe Milly-Witkop a apporté son soutien à Sandra, ceci au nom de la défense de toute personne à vivre avec l'individu de son choix (mariée ou pas). Le groupe affirmait également que face à l'arsenal de lois ultra-pressives en vigueur aujourd'hui, seules la lutte et l'auto-organisation de la populations pourraient faire céder l'Etat.

MURIEL
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

* Comité de soutien à Sandra et Taoufik (et autres couples mixtes en difficulté) c/o GASPROM, 24, rue Fouré, 44000 Nantes. Tél. 40.47.00.22.

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« MICROCLIMAT »
jeudi 14 mars
20 h 30 - 22 h
Le Grand Prix du Witz
(blagues juives)
et Les Blues Jean Society

Montpellier : la justice persiste et... saigne !

Neuf des vingt-et-une personnes arrêtées, jugées et emprisonnées suite aux manifestations de décembre, à Montpellier, avaient fait appel. Le 30 janvier, la cour d'appel s'était donnée trois semaines pour prononcer son délibéré. Plusieurs éléments faisaient penser que les peines seraient revues à la baisse :

— la contestation sociale n'est plus d'actualité. Ce n'est pas la centaine de manifestants du 17 février (contre la répression et pour la libération des emprisonnés) qui pouvait faire trembler l'ordre établi ;

— les condamnations (jusqu'à un an de prison) sanctionnant des délits dérisoires (jet de tomate, port d'un couteau...) étaient exhorbitantes ;

— le délai de « réflexion » augurait d'une dépassionnalisation du dossier.

La justice a choisi la violence institutionnelle : confirmation des peines

et aggravation dans les quatre autres (10 à 15 mois de prison). Les personnes venues soutenir les prisonniers oscillaient entre cris et larmes, révolte et abattement.

Des situations de détresse

Aujourd'hui, douze personnes (dont un mineur de 15 ans) sont encore en prison pour de longs mois. Certains, malgré l'espoir d'une clémence des jugements en appel, étaient très dépressifs ; maintenant que les peines sont verrouillées, auront-ils la force de supporter l'enfermement ?

Pour les personnes qui, depuis trois mois, se défontent pour soutenir matériellement et moralement les détenus, pour sensibiliser

la population et mobiliser de façon pacifique, l'amertume est immense. La tentation de radicaliser l'action est dans toutes les têtes, même si elle est suicidaire. Est-ce cela que veut le pouvoir ?

L'utilisation des rouages judiciaires n'a fait qu'aggraver la situation répressive. La mobilisation réelle n'a pas dépassé un cadre géographique et socio-politique restreint alors que le problème est lié à une politique répressive globale.

Au-delà des douze emprisonnés de Montpellier, c'est notre liberté à tous qui est en jeu. Marginaux ou pas, politisés ou non, le même sort nous attend (se taire ou mourir), si nous ne parvenons pas à mobiliser de façon massive et radicale pour la « Sociale ». L'état se resserre autour des empêcheurs d'exploiter à fond.

BOB
(liaison FA de Lunel)

BRUXELLES

Première rencontre internationale d'« Agir contre la misère sociale »

HIVER & SAISON DES SDF



A l'initiative des Compagnons du Partage s'est tenue, les 2 et 3 mars à Bruxelles, au Château de la Solitude, la première rencontre internationale « Agir contre la misère sociale ».

Une centaine de personnes représentant plus de 25 associations et groupes de base (SDF, chômeurs, précaires, allocataires sociaux...) ont échangé leurs expériences de luttes (dont les réquisitions d'immeubles vides) et leurs réflexions.

Les thèmes abordés montrent la richesse et l'intensité humaine des débats :

- comment s'organiser entre laissés-pour-compte ?
- comment gérer et animer les immeubles réquisitionnés ?
- quelles alternatives économiques collectives mettre en place ?
- comment articuler, par delà les

différences, les luttes des SDF, des chômeurs, des précaires, des allocataires sociaux, des retraités, des travailleurs (encore) actifs ?

- mieux comprendre le système économique pour mieux agir contre la misère sociale qu'il produit.

En se séparant, les participant(e)s ont décidé de mettre en place un collectif chargé de l'organisation de la deuxième rencontre au printemps 1997 (à Paris ?).

Etaient présents : Les Compagnons du Partage (Bruxelles), Dakloze Aktie Komiteit (Anvers), Luttes Solidarité Travail (Namur), Action Droit au Logement (Hainaut), Communauté Pierreuse (Liège), Réseau No Pasaran (Tours), Quatre Vents (Nivelles), Agir ensemble contre le chômage et l'exclusion (Nord/Pas-de-Calais, Maubeuge et Brest), Compagnons missionnaires (Bruxelles), Fédération anarchiste (France), Solidarités en mouvement (Bruxelles), Travailleurs sans Emploi (Bruxelles), Vliemachine (Kappellen), Centre libertaire (Bruxelles), Confédération nationale du travail (Lille, Paris, Bruxelles), le journal *C4* (Liège), *Alternative libertaire* (Bruxelles), Droit des Pauvres (Durbuy), Croyants en l'Homme (Liège), Mouvement pour l'autogestion distributive (Paris), Odyssée Solidarité (Bruxelles), Précaires et Chômeurs solidaires (Nantes), La Ruelle (Bruxelles), le squatt Le Courtois (Nantes).

Le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles de Grenoble et l'Atelier de création libertaire de Lyon vous proposent : « LA CULTURE LIBERTAIRE » Colloque international à GRENOBLE les 21, 22 et 23 mars à la Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'Homme, avenue centrale, domaine universitaire, 38400 Saint-Martin-d'Hères (tram ligne B, terminus Campus)

Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot
(M° Oberkampf)
75011 Paris

Soirées (à 19 h 30)
HOMMAGE
A LA LUTTE
DES
FEMMES D'ALGÉRIE

Mardi 19 mars : *La Louba des femmes du Mont-Cheloua*, de Assra Djebar.

Mercredi 20 mars : *Barberousse mes sœurs*, de Hassan Bouabdallah (1985, 65 minutes). Evocation de la lutte des combattantes algériennes et de leur détention dans la prison Barberousse d'Alger. Débat à la suite.

Jeudi 21 mars : débat autour du film *Femmes en mouvement* (1989), de Merzak Allouache. Une année après les événements d'octobre 1988, comment les femmes organisent leur combat pour l'abrogation du code de la famille, l'égalité des droits et la lutte pour la démocratie.

NOUVELLE DU FRONT

Tribunal de BORDEAUX
mercredi 13 mars
14 h
procès en appel
de 2 inouïs basques :
Kittu Lascaray
et Filipe Jaureguiberry

RENDEZ-VOUS

LE MANS

Le groupe La Sociale de la FA, qui s'est relancé dans une dynamique plus active depuis les mouvements sociaux de décembre 1995, a de multiples projets (réunions publiques, achat de matériel militant, investissement fédéral...). Cela nécessite des frais, que ses membres, connaissant des situations précaires, ne peuvent assurer. Aussi, le groupe La Sociale lance un appel à une aide autant financière que matérielle aux lecteurs du ML, afin qu'au Mans, également, les idées anarchistes puissent progresser.

Groupe FA La Sociale c/o Sarthe libertaire, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans. Chèque à libeller à l'ordre de Stéphane Arma.

NÎMES

Les membres du groupe FA du Gard organisent une réunion publique à propos des « droits et libertés des femmes menacés », le jeudi 7 mars, à 20 h 30, au Centre culturel Pablo-Neruda, salle Auditorium (2^e étage). Deux militantes de la commission « Femme » de la FA de Montpellier animeront le débat.

PORT-D'ENVAUX (CHARENTE-MARITIME)

Le groupe Michel-Bakouine de la FA vient de se doter d'une nouvelle adresse. Pour le contacter, écrivez à : ADIL, BP 3, 17350 Port-d'Envaux.

Le groupe est en train de mettre en place sur le département un Système d'échanges locaux (SEL), ainsi qu'une antenne de l'Observatoire international des prisons.

SÈTE / FRONTIGNAN

La liaison FA de Sète / Frontignan reprend ses activités. On la joint en écrivant à : Liaison FA, « Les Copains d'Abord », rue Gabriel-Marcel, 34110 Frontignan.

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise trois conférences, à 20 h, dans son local :

- vendredi 15 mars : « Islam, intégrisme et FLN », avec un journaliste algérien ;
- lundi 25 mars : « L'Opus Dei », avec Thierry Messin, du Réseau Voltaire ;
- vendredi 29 mars : « Les Sectes », avec Xavier Pasquini, de *Charlie Hebdo*.

« La Rue », 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), métro Blanche ou Abbesses, 75018 Paris. Tél. : 42.23.32.18.

A « La Rue » se tiennent la permanence et la bibliothèque (ouverte à tous) de l'Union régionale parisienne, le samedi, entre 15 h et 17 h.

LYON

Les procès en appel des commandos anti-IVG, ayant sévit à Roanne, Bourg-en-Bresse et Lyon, auront lieu les 19 et 20 mars à Lyon (Palais de Justice, quai de Saône).

Afin de sensibiliser la population un rassemblement d'information a été décidé pour le samedi 9 mars, à 15 h, place Bellecour, à Lyon. En conséquence, le débat prévu à La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 69001), à 15 h : « Sexisme et droits des femmes » est décalé à 18 h, ce même samedi 9 mars.

LYON

Le groupe Kronstadt de la FA tient une permanence à la librairie La Plume Noire, (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon). Tél. : 72.00.94.10 le samedi, de 16 h à 18 h. Le groupe réalise une feuille mensuelle : *l'Égalité économique et sociale*. Cette feuille est un outil d'information transversale sur les luttes de salarié(e)s... Abonnement : 50 F (pour dix numéros). Chèque à l'ordre de La Plume Noire. A commander à la librairie La Plume Noire.

ASSOCIATIONS

LILLE : MANIFESTATION D'ENSEIGNANTS

Un rassemblement aura lieu sur le boulevard J.-B. Lebas, le samedi 9 mars, à partir de 15 h, à l'appel des enseignants et des parents d'élèves, en vue de protester contre la carte scolaire qui sera mise en vigueur par Bayrou en septembre 1996. La CNT sera présente.

LILLE : « L'HOMME ET LA MACHINE »

Conférence-débat animée par Isabelle Krzywowski, Rudolf Khouche et René Berthier (de la FA) le samedi 9 mars, à 15 h 30, au Centre culturel libertaire Benoit-Brouthoux (1-2, rue Denis-du-Péage, M° Fives, 59800 Lille).

PARIS : INFORMATION ASILE

Le groupe Information Asile organise une réunion-débat, le lundi 11 mars, à 20 h 30, en salle de la Libre Pensée, sur le thème : « La psychiatrie d'aujourd'hui, nouvel ordre mental ou espace-temps thérapeutique ? ». Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.

PARIS : L'OPPOSANT CHINOIS HARRY WU TÉMOIGNE

Harry Wu, exilé politique et défenseur des droits de l'Homme, qui a passé 19 ans au sein du goulag chinois, participera à deux séances de signatures-débats autour de son livre *Vents amers*, (éditions Bleu de Chine). La première se déroulera le jeudi 14 mars, à 17 h 30, à la FNAC-Montparnasse (136, rue de Rennes, 75006) et la seconde le vendredi 15 mars, à 17h, à la librairie Le Phénix (72, boulevard de Sébastopol, 75003).

PARIS : LES RENCONTRES DE « LA BONNE DESCENTE »

• Le samedi 16 mars, à partir de 20 h, l'association « La Bonne descente » recevra Curtis Price, membre du collectif qui publie *Street Voice* (journal enragé), éditeur de *Collective Action Notes* (bulletin sur les luttes de classes) et fan d'Internet.
• Du 18 au 24 mars, *Semaine du Crime* à « La Bonne descente » :
- lundi 18, à 20 h : Marius Jacob, présenté par les éditions L'Insomniaque ;
- mardi 19, à 20 h : « Beau comme une prison qui brûle », avec Julius Van Daal ;
- mercredi 20, à 20 h : « Le crime informatique : pirates, virus et coquecigrues » ;
- jeudi 21, à 20 h : « Gilles de Rais », présenté par J.-B. Pouy ;
- vendredi 22, à 20 h : « L'Affaire Ranucci », avec Gilles Perrault. Projection de *La Machine*, un film de Paul Vecchiali ;
- samedi 23, à 15 h : des auteurs de polars font l'éloge du crime, dont T. Jonquet, N. Monfils, P.-A. Mesplède, A. Dumas ;
- dimanche 24, à 15 h : projection de *Nada* et hommage à J.-P. Manchette (sous réserve, exposition de photos de J.-P. Manchette). Animation musicale : lundi, jeudi et samedi : Igor Agar et samedi : Les Petits assassins.
• « La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris.

PARIS : SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES ALGÉRIENNES

Un rassemblement contre les discriminations à l'égard des femmes en Algérie (pour l'abrogation du code de la famille, pour l'égalité) aura lieu le samedi 9 mars, à 14 h 30, place de la République.

MONTREUIL : GRAND BAL DU COLLECTIF NATIONAL POUR LES DROITS DES FEMMES

A l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars), un grand bal est organisé le samedi 9 mars, de 20 h 30 à 24 h, à la salle des fêtes de la mairie de Montreuil (métro Mairie-de-Montreuil). Le groupe Caïman animera la soirée. Entrée : 50 F (réduction : 25 F).

PARIS : 18 MARS 1996 : 125^e ANNIVERSAIRE DU DÉBUT DE « LA COMMUNE DE PARIS »

L'association « Les Amis de la Commune de Paris » organise une promenade commémorative dans les rues du 11^e arrondissement, le lundi 18 mars, avec une évocation des lieux d'histoire de la Commune. Départ, à 8 h, devant l'entrée principale du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant (M° Père-Lachaise). Fin de la commémoration, devant la mairie du 11^e où sera embrasée une réplique de la guillotine, brûlée à cet endroit par les Communards en 1871.
• « Les Amis de la Commune de Paris », 46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris. Tél. : 45.81.60.54.

ENTRETIEN AVEC RICHARD MARTIN, FONDATEUR ET ANIMATEUR DU TOURSKY

Le pourquoi du soutien libertaire à l'aventure du théâtre Toursky de Marseille

LA CULTURE EST UN MÉDIA indispensable de la compréhension du monde. Notre civilisation se veut de l'instant, sans mémoire et sans héritage, comme si l'on pouvait bâtir un avenir sans penser aux fondations. Intégrée dans une démarche globale, la culture s'affirme comme l'un des outils majeurs de la recomposition sociale. Elle est le véhicule d'un discours, d'un savoir, d'un échange d'où émergent de nouveaux comportements politiques, de lutte, identitaires. Aujourd'hui moins que jamais, la culture ne doit appartenir à une élite, ni être reléguée, sous le prétexte de l'urgence d'autres combats à mener, sur le terrain de nos droits, sur celui de la précarité, au rang des utopies superflues. Mais droit à la culture et droit aux moyens d'exister sont indissociables, car la culture se fait l'expression de nos revendications, sans altérer leur force, mais en renforçant au contraire leur portée. Les saltimbanques sont eux-mêmes parmi les plus menacés par la dégradation de nos conditions de vie, et ne sont pas les derniers à exiger une autre reconnaissance. Des lieux culturels qui sont aussi des espaces d'expression politique existent, c'est le cas du Toursky à Marseille. Quand ces lieux sont en péril, c'est aux anarchistes aussi d'agir, pour que la culture soit aux mains de tous, et non entre celles de quelques crétiens qui nous gouvernent.

La politique actuelle du gouvernement en matière de culture est évidemment affligeante : le budget attribué à ce secteur est amputé de 10% par rapport au chiffre antérieur. Les subventions qui devaient être versées en août l'ont été en octobre, avec d'ores et déjà une réduction d'un dixième sur les sommes prévues en 1995. La répartition de ce manque à gagner est inégale. En ce qui concerne les théâtres en particulier, certaines structures perdent 80% des ressources allouées par l'Etat (c'est le cas du théâtre Toursky), d'autres 50%, d'autres enfin ne subissent aucune perte : c'est le cas des théâtres natio-

naux.

Cette politique est le fait d'un « connard » du nom de Jacques Baillon, directeur des Théâtres, du ministère de la Culture. Le théâtre Toursky de Marseille s'en trouve menacé dans son existence même, puisque sur les 1 100 000 demandés et accordés par l'ancienne équipe au pouvoir, 200 000 seulement lui ont été versés.

Etat d'un lieu

Richard Martin a fondé sa compagnie en 1970 à Marseille. Porteuse d'une expérience théâtrale différente, la troupe investit des locaux impasse Ceylan, dans le quartier Saint-Mauront, avec l'aide, entre autres, de Léo Ferré. Le passage où se trouve le local prendra le nom de l'anarchiste, et le théâtre sera lui-même baptisé Axel Toursky, autre poète mort le jour de l'arrivée de la compagnie Richard Martin dans ces lieux. L'endroit verra naître en 25 ans des projets essentiels : en février 1981, la création de Radio Grenouille (émettant aujourd'hui sur 88.8 FM) ; la fondation de l'Institut international du théâtre méditerranéen (IITM) en 1990 ; l'idée d'un café-musique en 1991 ; le projet d'université populaire aujourd'hui... Le lieu, ouvert sur d'autres expressions que celles du théâtre, accueille danse, expositions, concerts, *Nuit de l'Anarchie*, c'est dire ! Quant à ses hôtes remarquables, citons les gens du quartier et d'autres tas de gens moins connus (Tadeusz Kantor, Armand Gatti, Heiner Müller, Manu Dibango, Léo Ferré bien sûr). Les petites compagnies (petites par leurs moyens) peuvent utiliser gratuitement les installations du théâtre pour leurs répétitions et leurs créations. Quant à la compagnie Richard-Martin, elle a produit et co-produit plus d'une douzaine d'œuvres théâtrales, dont *La Réformateur* (Thomas Bernhard), *La Méthode* (Léo Ferré), *Marseille Adam Quoi* (Armand Gatti), *Viens on s'en va* (Richard Martin), *Ulysse à l'Envers* (Wladyslaw Znrko) ; des chorégra-

phies : *Le Voyageur Immobile* (Marc Tompkins), *Spakachoc* (Josette Baiz)... ; des spectacles musicaux : *Lauda Intorno Allo Stabat* (Roberto de Simone)...

Au Toursky se réunissent aussi des collectifs de lutte, des associations du quartier Saint-Mauront, et les rencontres à thème y sont régulières, par exemple : « Vies d'artistes en question (l'Algérie et la Yougoslavie. Les moyens de la résistance) ».

Rendre compte de l'importance et de la richesse de ce lieu passe aussi par la voix de celui qui en a fait sa maison, Richard Martin : « Je suis toujours sur un projet qui est loin d'avoir abouti, qui est entamé peut-être à 30%. Faire refaire le théâtre était un objectif important ; essayer d'installer dans ce lieu déshérité, misérable, dans ce quartier particulier, un lieu confortable à la disposition de gens qui a priori pensent que le théâtre n'est pas un endroit autorisé pour eux, c'était déjà la base du projet. Ce n'était pas, en refaisant ce théâtre, faire aboutir l'idée, loin de là, c'était se donner l'outil de départ pour essayer d'aller chercher cette utopie essentielle de communauté d'âme, de rêver ensemble à la création, aux choses qui peuvent se fabriquer, à cette université populaire dont je ne cesse de parler et que je voudrais voir au moins amorcée avant de claquer [...] »

Le Théâtrebus

« Tout en étant ancré, nous avions un autobus que nous avons adapté, que nous avons appelé le *Théâtrebus*, et nous allions travailler dans les cités HLM, les bidonvilles gitans. Nous faisons les créations que nous arrivions à monter ici parce qu'on nous donnait un peu d'argent, très peu d'argent. Et dès que les créations étaient montées, je m'arrangeais toujours pour que les comédiens soient pris sur un laps de temps plus long et à ce moment-là, on chargeait l'autobus et on partait. Nous sommes allés pendant trois ans dans ces cités-là. Ce qui était une aventure superbe. C'était d'autant plus intéressant qu'on revenait à la maison, et on savait où nous attraper. Nous ne faisons pas simplement que passer, faire pousser quelques rêveries. On voulait au bout de la troisième année faire un western burlesque dans les cités HLM. L'année précédente, on avait fait un spectacle qui était un Roméo et Juliette des banlieues, qui avait bien marché, où je me servais des balcons des HLM. Je présentais des spectacles, comme je les ai toujours présentés, avec 30 ou 35 comédiens, musiciens, cascadeurs, un truc très vivant. Cette opération, on nous l'a plantée. Peut-être serait-il bien de la reprendre avec des gens qui ont conscience de leur place de citoyens dans leur cité. Mais je crois que si des opérations peuvent partir de lieux, il faut qu'il y ait des endroits comme ça, immuables. Mais ça ne veut pas dire pour autant qu'il ne faille pas aller faire quelques actions — j'allais dire d'agitateur... toute action d'agitateur [...] »

Savants et saltimbanques

Dans l'idée aussi de ce projet d'université populaire, aussi bien on peut prendre le copain savant et partir sur un marché et tout d'un coup saisir au passage quelques curieux qui comprendront comment un légume se pigmente et tout d'un coup apprendre un tas de choses qu'ils pensaient ne pas pouvoir apprendre en circulant dans la rue. Autant il est important que cet amphithéâtre soit... qu'on fasse sortir le savoir des facultés, des lieux réservés, pour les étudiants potentiels, ceux qui n'auront jamais la chance d'aller poursuivre des études quelque part. Tout ça ne se contrarie pas. Je crois que toutes les actions sont possibles. Il ne faut pas se scléroser, se figer dans un endroit [...]

C'est pour ça d'ailleurs qu'on avait fabriqué la radio en 81. On voulait absolument qu'il y ait dans ce coin de la ville une lucarne. Toujours l'envie d'aller vers les gens, mais l'envie aussi d'avoir le retour. Au début de Radio Grenouille, on était en communication avec Les Baumettes parce qu'on faisait une émission qui s'appelait *Radio Taulards*.

Moi, je ne crée jamais mieux qu'à la maison. Je connais tous les centimètres de cet espace. Donc même si à un moment donné il est bien que je me dépayse... J'ai voulu le faire pour *Viens on s'en va*. Ça n'a pas réussi, mais je voulais le créer en Tunisie. Personne ne m'a suffisamment soutenu pour le faire. Je me suis retrouvé à la maison, heureusement. Et on a pu quand même créer cette aventure, où vingt pays se rassemblaient, parce qu'on avait une maison. Je n'aurais pas eu cette maison, j'aurais la même rêverie, la même volonté, les mêmes copains, et on ne le faisait pas [...]

On a montré samedi dernier que les gens du quartier étaient capables de venir dans un lieu, parce que le projet café-musique est directement lié à cette démonstration. On a montré qu'on avait des copains de grande qualité. On a montré qu'on avait des amis. Et on a montré que les gens du quartier ne refusaient pas de rentrer dans cet endroit, ce qui n'est pas évident. A partir de là, on peut imaginer qu'effectivement on est pas étranger au quartier, alors que quand je suis arrivé, il a fallu que je fasse le coup de poing dans la rue [...]

Que la révolte reflourisse

« Mais quelle formidable et extraordinaire aventure m'a autorisé cette prise de conscience de 68, même si je me rends compte que c'est difficile d'aller au bout du projet. Je crois qu'il y a un moment que je suis sorti de 68 tel qu'on l'imagine, mais je ne peux pas dire que je ne continue à fleurir, pour moi ça n'a pas changé. Quand je vois les étudiants, les gamins descendre dans la rue, j'ai toujours l'impression qu'une superbe révolte se promène. En définitive, ce sont des soucis de peinture de chiottes. Ça n'est rien d'autre que ça. Mais mêlez-

vous aux gamins et vous vous rendez compte qu'on est loin de faire fleurir quoi que ce soit [...]. On en veut à des gens comme moi, parce qu'ils ne cessent de dire ce qu'ils pensent, parce que de toute façon ils ne sont parachutés par personne, alors que dans le milieu de la culture en général un ministère t'envoie pour trois ans dans un truc ; tu vois le maire, tu vois le préfet ; tu vas bouffer des petits fours et tu as quelque audace de révolté intellectuel pour présenter *Le Balcon* de Jean Genet ou *Les Paravents* et tu as fait un travail de révolutionnaire fantastique.

Le fait qu'on ait enlevé le pognon que j'ai mis vingt ans à faire venir, c'est un mec, il s'appelle Jacques Baillon (un connard). Ça n'a rien à voir avec la ligne du ministère. C'est un mec qui se fait passer pour un type rigoureux et qui règle un compte marseillo-marseillais, tout simplement parce que je me suis élevé contre son slogan : « Rejoignez un cercle de privilégiés ». Donc je continue à labourer dans la même idée. Je ne le supporte pas et je continuerai à le dire. Et lui, il va certainement prendre prétexte d'arguments administratifs qui, de toute façon avec un bilan, tombent. Mais moi, il m'a enlevé le pognon avant que je me puisse fournir le bilan. Baillon, il va passer. Il ne tient qu'avec le pouvoir. C'est Toubon qui l'a mis en place. Quand Toubon sautera, il sautera avec. Donc, je vais le voir passer tout seul devant ma porte et bon, j'espère que mon rire le blessera. C'est tout. Le théâtre a été refait. Pendant vingt ans, personne n'a voulu ce lieu. Puis il a été refait, alors là il commence à intéresser certains qui se foutent pas mal du projet, du quartier, de la mémoire du lieu. Et Baillon a voulu le filer à un copain. C'est aussi con que ça. Ça n'enlève rien à l'idée, à la force du projet, qui de toute façon se réalisera. »

Le Toursky est à Marseille un lieu d'expression incontournable, un espace de tolérance, de dialogue, d'ouverture et de création qu'il nous faut absolument préserver. Un lieu de partage, d'échange du savoir. Un espace de convivialité, d'échange, ouvert sur le quartier, sur la ville, sur le monde... Aujourd'hui, ce projet a besoin d'être soutenu. L'Association des Amis de Richard Martin a été créée en septembre dernier, afin de constituer un comité de vigilance prêt à étudier toutes les intentions institutionnelles à l'égard du théâtre et de son animateur. Pour cet espace ne soit pas amputé de son âme vivante, qu'il reste accessible à tous.

Envoyez-nous vos lettres de soutien : Association des Amis de Richard Martin, 6, rue Saint-Pons, 13002 Marseille.

Article et interview réalisés fin novembre 1995 par LAPUCE et THIERRY (groupe FA de Marseille)

Concerts
JACQUES-IVAN DÜCHESNE
PÉRIQUEUX
jeudi 21 mars - 21 h
Centre culturel de la Visitation
(entrée : 40 et 50 F)
BORDEAUX
vendredi 22 et samedi 23 mars
en soirée au restaurant
« Le Temps des Cerises »

SCÈNE

Bout de nuit avec Zaniboni

« Mais la nuit, personne n'a plus d'âme et la nuit, c'est toujours une femme... » Singulière que cette Zaniboni. Silhouette blues dans les heures les plus sombres et à la fois les plus blanches de la nuit. Ces heures de solitude extrême où le rauque de la voix se réchauffe à ces astres fous que sont le désir et l'amour. Et la poésie pas très loin d'un verre d'amère bière. Et l'ivresse à coup sûr. Ce noir nocturne et rituel, c'est Zaniboni dans la pleine lumière de la scène.

Le lundi 11 mars, à 20 h 30, Zaniboni sera à Paris, sur la scène du théâtre Clavel (3, rue Clavel, M° Pyrénées, 75019. Réservations au : 43.84.70.04), à l'initiative de l'association « Mots et Musique » (avec le soutien de Radio Libertaire).

PASCAL DIDIER

* A écouter : *Zaniboni en public* (un album de douze chansons, enregistrées en mai 1994 au théâtre Edwige-Feuillère, à Vesoul), Scalen'disc éditeur.

Sur le « Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes » ou l'imposture nationaliste

« Périisse la patrie et que l'humanité soit sauvée. »

Pierre-Joseph Proudhon
(Correspondance)

LE « DROIT DES PEUPLES à disposer d'eux-mêmes ». Ce mot d'ordre, ce principe, est généralement énoncé avec des majuscules peu innocentes et intégré invariablement dans des écrits ou discours ronflants où il côtoie les mots de « libération », « patrie », « nation », destinés à en imposer. Les sacrifiés présents ou futurs se doivent en effet d'adopter cette attitude de respect qui constitue le nécessaire prélude à celle du renoncement dont le sacré a besoin pour commettre ses exactions à l'encontre de ceux qu'il réduit au rôle d'instruments. Il convient d'impressionner ceux dont les gangs qui se disputent les rôles d'administrateurs de l'espèce humaine veulent disposer afin d'édifier, de conserver et de développer leurs rackets étatiques.

N'étant pas adeptes des divers stupéfians utilisés depuis des siècles pour faire des humains des serviteurs dociles, nous rejetons cette conception qui vise à nous faire accepter et à nous imposer comme des faits de nature l'appartenance à des peuples dont le destin serait de se constituer en nations. C'est-à-dire en Etats avec leurs armées, leurs polices, leurs tribunaux, leurs prêtres, leurs entreprises...

L'utilité du mythe national comme matériau contribuant efficacement à rendre les prolétaires solidaires des intérêts de la bourgeoisie n'est plus à démontrer. Proudhon l'affirmait déjà (1), qui soulignait l'imposture, plus que confirmée depuis, du rétablissement de la Pologne, de l'Italie, de la Hongrie et de l'Irlande, et qui se demandait avec pertinence pour quelles raisons les Etats-nations constitués sur le modèle de ceux qu'ils remplacent s'empresseraient d'entreprendre l'immense réforme sociale et la révolution économique si nécessaires, quand le but affiché n'est précisément pas la révolution sociale mais l'établissement d'une nouvelle autorité, prétendument légitime parce que nationale, en fait aussi exécutable que la précédente. Aucun exemple n'est venu démentir le sage Proudhon, et l'Histoire a abondamment montré que la supercherie nationalitaire a, partout où elle lutte et sévit, et souvent sans même attendre de triompher, combattu les libertés



individuelles et reconduit, immanquablement, tous les outils, tous les instruments de domination et de gouvernement de l'homme sur l'homme.

La propagande étatique au moyen de l'éducation, des médias, etc., s'est toujours employée, entre autres, à faire accroire aux exploités que le fait de naître sur le même territoire que leurs exploités leur conférerait une possession commune que les uns et les autres partageraient. Cet enseignement a eu pour résultat de donner aux prolétaires le sens des devoirs à accomplir pour la plus grande gloire de la nation, c'est-à-dire de chefs de bandes avides de pouvoir au nom du drapeau national. D'abord en travaillant pour son économie de profit, ensuite en acceptant de mourir et de donner la mort dans des guerres et conflits nécessaires à l'expansion et à la défense de leurs bourgeoisies respectives.

Pour les adeptes de la religion nationaliste, les hasards qui ont fait naître les individus sur tel territoire, dans un ensemble ethnique et/ou religieux, imposeraient de faire abstraction de nos vies propres, en nous considérant avant tout comme des êtres liés à un sol, une ethnie, une religion, quelle que soit notre place dans la hiérarchie sociale. L'identification des individus à un tel ensemble permet précisément de faire peu de cas des différents rôles et fonctions qui séparent les humains dans cette entité

fumeuse, la nation, ce leurre qui entend disposer de nos vies. Les divisions réelles sont ainsi mises de côté, et cette identification trompeuse à l'ensemble implique que les antagonismes à l'œuvre à l'intérieur de celui-ci soient projetés vers l'extérieur. Les ennemis, ce sont alors les « autres », ceux qui ne font pas partie du groupe ou ceux qu'il a rejetés. La perversité du nationalisme apparaît ici dans toute sa splendeur, car il est effectivement l'arme de ceux-là mêmes qui en seront les futures victimes, qui se trompent d'ennemis et installent des « compatriotes » aux commandes de leur patrie « libérée » mais toujours exploiteuse, faisant triompher ce que Proudhon appelle la « constitution unitaire de territoires sur le modèle des grandes puissances dont la centralisation pèse si lourdement sur les peuples ; ce n'est pas de la liberté, encore moins du progrès ».

Insensibles au chant guerrier et mensonger du nationalisme « libérateur », les anarchistes ont toujours prétendu que c'était les individus qui devaient se libérer, pas les nations. Ce qui est loin d'être la même chose. Il est aujourd'hui encore dommage que certains adorateurs de drapeaux nationaux, certains « agités » frétilant au spectacle navrant de porte-flingues maquisards ne l'aient toujours pas compris et viennent chanter ici même les louanges de leur « mouvement de réappropriation

de la souveraineté » (sic), de leur « émancipation nationale » (resic) et autres âneries politico-patriotiques ayant invariablement servi de tremplin à des conquérants du pouvoir qui n'eurent toujours qu'une hâte : perpétuer l'autorité, la hiérarchie, la domination.

Marcher en dehors des clous de la « nation », ne pas caresser dans le sens du poil indépendantiste, là surtout où le fanatisme patriotard ne tolère guère d'autre attitude, reste une tâche autrement plus difficile, plus responsable et plus authentiquement courageuse que la participation ou le soutien à des singeries guerrières en répétant des stupidités millénaires.

« Il faut rayer du Code les titres concernant l'état-civil des Français. Le droit de cité appartient à tout individu dans tous les pays civilisés où il se trouve », affirmait Proudhon. A la différence des arbres, en effet, les humains peuvent marcher. Leur territoire potentiel, c'est la terre. Chacun devant être libre de vivre ici plutôt que là-bas. Dans la compagnie de ceux-ci, plutôt que dans celle de ceux-là. Nos particularités ne doivent en rien nous enfermer. Ce qui nous distingue peut nous permettre de rencontrer ceux qui ne nous ressemblent pas, avec lesquels nous pourrions nous comprendre et, peut-être, nous aimer.

Au lieu de consacrer nos existences à la reproduction des divisions artificielles qui conduisent l'humanité à l'abîme et qu'entretiennent allégrement les diverses sectes nationalistes, ne serait-il pas temps de se demander comment et pour quoi nous vivons...

GÉRARD et FLORÉAL

(1) Sur le sujet, vous lirez avec bonheur la brochure de notre camarade Jacques Delatelier intitulée *Les nationalités ont-elles le droit de vivre ?*, parue aux éditions de la Vache Folle et vendue à la librairie Publico au prix de 12 francs.

SAINT-DENIS
(Seine-Saint-Denis)
SAMEDI 23 MARS
Colloque
« 100 ANS de PRESSE
LIBERTAIRE »
de 9 h à 17 h 30
à la Chapelle
des Carmélites
(musée d'art et d'histoire)

avec
ANDRÉ DEVRIENDT (FA),
directeur de publication du
ML, co-fondateur du titre en
1954,
HENRI BOUYÉ (FA), co-
fondateur de *Terre Libre*,
animateur du *Libertaire* en
1945,
FABRICE MAGNONE, histo-
rien,
PHILIPPE ORIOL, écrivain
(*Les Anarchistes et l'affaire
Dreyfus*),
OLIVIER MEUNIER, des
éditions *l'Insomniaque*,
FLORÉAL MELGAR (FA),
YVES PEYRAUT (FA), co-
fondateur de RL,
JACQUES TOUBLET (FA),
correcteur (section Retraités)
Livres CGT.

Au musée, parallèlement à
ce colloque se tiendra une
Exposition

en collaboration avec le
secrétariat Histoire-Archives
de la FA (SHA), le Centre
international de recherches
sur l'anarchisme de Lau-
sanne (CIRA) et l'Institut
d'histoire sociale d'Am-
sterdam (IHS)

SAMEDI 23 MARS
Gala de soutien
au
« Monde Libertaire »
à 18 heures
à la Bourse du Travail
de SAINT-DENIS
(rue Bobby-Sands,
M° Saint-Denis-Porte-de-Paris)

MAMA BÉA
« Du côté de chez Léo... »
du 18 au 30 mars
21 h 30
théâtre Montmartre-Galabru
4, rue de l'Armée-d'Orient
75018 Paris
Entrée : 100 F (réduction : 70 F)
Réservations : 42.23.15.85
(Relâche le dimanche 24 mars)

SOMMAIRE

Page 1 : Conscription...
Chronique d'une mort annoncée
(suite p. 2), Congrès CGT-FO :
l'inflexion à gauche confirmée
par une majorité de délégués
(suite p. 3)
Page 2 : Conscription...
Chronique d'une mort annoncée
(suite de la « une »).
Page 3 : Congrès CGT-FO :
l'inflexion à gauche confirmée
par une majorité de délégués
(suite de la « une »), A la petite
semaine : Anarcho-syndicalisme.
Page 4 : Du sexisme ordinaire :
impressions sur papier.

Page 5 : Le procès de 15 militants
d'AC ! qui ont mangé sans en
avoir les moyens, Couples
« Français-étrangers » : les
libertés bafouées, Montpellier : la
justice persiste et... saigne !
Page 6 : « Agir contre la misère
sociale », Rendez-vous, associa-
tions.
Page 7 : Le pourquoi du soutien
libertaire à l'aventure du théâtre
Toursky de Marseille, Bout de
nuît avec Zaniboni.
Page 8 : Sur le « Droit des Peuples
à disposer d'eux-mêmes » ou
l'imposture nationaliste.